



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du mercredi 11 juin 2025

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de présents : 17
Nombre de votants : 19

Date de la convocation : 2 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le onze juin à quatorze heures trente, les membres du Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Madame Claude BALLOTEAU
Madame Catherine BOUTINEAU
Monsieur Patrice BROUHARD
Madame Marie-Thérèse GRANDILLON
Madame Ghislaine JOUANNET
Madame Aude LE BESCOND
Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU
Madame Sophie LESORT-PAJOT
Madame Frédérique LIÈVRE

Madame Mariane LUQUÉ
Madame Béatrice ORTEGA
Monsieur Joël PAPINEAU
Madame Patricia PARIS
Monsieur Jean-Marie PETIT
Madame Michelle PIVETEAU
Monsieur Guy PROTEAU
Monsieur François SERVENT

Absents ayant donné pouvoir :

Madame Monique CHARRIER
Madame Martine FOUGEROUX

*Pouvoir à Monsieur Jean-Marie PETIT
Pouvoir à Madame Catherine BOUTINEAU*

Absents :

Madame Pascale BRAU
Madame Clarice CHEVALIER

Monsieur Alexandre GUICHARD
Madame Karine TOBI

Secrétaire de séance :

Madame Sophie LESORT-PAJOT

Actualisation des autorisations spéciales d'absences*Ressources humaines*

Madame la Vice-présidente expose que les autorisations spéciales d'absence (ASA) permettent à l'agent de s'absenter de son service alors qu'il aurait dû exercer ses fonctions, lorsque les circonstances le justifient. Ce congé exceptionnel est octroyé pour différents motifs : familial, syndical, médical...

La durée maximale de chaque autorisation varie selon le type d'absence. On distingue les autorisations d'absence accordées de droit et les autorisations d'absence discrétionnaires.

Une délibération fixant les autorisations spéciales d'absence a été adoptée le 16 octobre 2024 et nécessite une actualisation, conformément à la réglementation, en y apportant des ajustements, notamment sur le nombre de jours d'autorisation d'absence en raison d'un décès :

Décès d'un enfant :

- les nouvelles dispositions du Code Général de la Fonction Publique prévoient 12 jours ouvrables ;
- cette autorisation est portée à 14 jours pour les enfants âgés de moins de vingt-cinq ans dont l'agent à la charge effective. Dans ces conditions, les agents publics bénéficient d'une autorisation spéciale d'absence complémentaire de 8 jours, qui peut être fractionnée et prise dans un délai d'un an à compter du décès.

- Décès de la belle-mère / beau-père : 3 jours

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la délibération n°D2025061102 du Conseil d'Administration en date du 16 octobre 2024, portant actualisation du régime des autorisations spéciales d'absences ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le régime des autorisations d'absence dont pourra bénéficier le personnel de l'établissement ;

Considérant qu'il appartient au Conseil d'Administration de fixer le nombre de jours pour chaque autorisation d'absence ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-présidente,

DÉCIDE

- d'actualiser le régime des autorisations spéciales d'absence, conformément à la réglementation, tel que présenté ci-dessus ;
- de dire que l'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à la date de sa signature, publication et transmission en Préfecture.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
Sophie LESORT-PAJOT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr



**NOTE ET TABLEAU
DRESSANT LA LISTE DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE**

CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU BASSIN DE MARENNES

Les autorisations spéciales d'absence (ASA), distinctes des congés annuels, sont **des jours d'absence accordés exceptionnellement** aux agents publics (*fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet et non complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public*) **à l'occasion de certains évènements professionnels ou familiaux**.

Certaines ASA sont prévues par un **texte (autorisations dites de droit)**. Elles s'imposent à la collectivité et ne nécessitent pas, par voie de conséquence, de délibération de l'organe délibérant.

L'agent en autorisation spéciale d'absence se trouve **en position d'activité**. Ainsi :

- L'absence est considérée comme **du temps de travail effectif**. Par conséquent, il n'y a pas d'impact en matière de rémunération, d'avancement, etc.
- La durée de l'autorisation d'absence **ne s'impute pas sur les droits aux congés annuels**. Toutefois, l'absence n'ouvre pas droit à des jours d'ARTT.
- L'autorisation d'absence place l'agent en situation régulière d'absence.

L'octroi d'une autorisation d'absence est lié à la condition d'activité.

Par conséquent, elle ne peut être accordée **que dans la mesure où l'agent aurait dû exercer ses fonctions au moment où les circonstances justifiant l'absence se sont produites**.

La législation prévoit également l'existence **d'ASA pouvant être accordées à l'occasion de certains évènements de la vie familiale** dont l'attribution est, pour le moment, laissée à **l'appréciation de chaque collectivité territoriale**. Leur instauration n'est donc pas obligatoire mais nécessite, *de facto*, une délibération après avis du comité social territorial (CST).

De plus, elles doivent être accordées au moment de l'évènement et **ne peuvent être ni reportées ultérieurement, ni accordées pendant un congé annuel, ni récupérées**.

A. LES DIFFÉRENTS TYPES D'AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE

Il existe **deux types** d'autorisations spéciales d'absences :

- **Les autorisations de droit**, d'une part, prévues par un texte, qui s'imposent à l'autorité territoriale et ne nécessitent, par voie de conséquence, pas de délibération de l'organe délibérant.
- **Les autorisations discrétionnaires**, d'autre part, pouvant être accordées à l'occasion de certains évènements de la vie familiale (ou de la vie courante) dont la délivrance est laissée à l'appréciation de l'autorité territoriale (elles doivent être prévues par une délibération).

B. LES ASA DE DROIT LIÉES A DES ACTIVITÉS SYNDICALES

Les agents publics représentants syndicaux peuvent bénéficier de diverses autorisations spéciales d'absence afin d'accomplir leurs missions. Elles peuvent permettre d'assister **aux réunions des instances consultatives** (CST, CAP, CCP, etc.) **ou encore aux réunions des structures locales d'un syndicat national et des sections syndicales.**

C. LES ASA POUR MANDAT ÉLECTIF

Le Code Général des Collectivités territoriales (CGCT) prévoit des autorisations d'absence accordées pour **permettre à un membre d'un conseil municipal, intercommunal, départemental ou régional, de participer**, aux séances plénières, aux réunions des commissions dont il est membre ainsi qu'aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune, le département ou la région, selon le cas.

L'agent informe son employeur par écrit, dès qu'il en a connaissance, de la date et de la durée de la ou des absences envisagées ([article R.2123-1 du CGCT](#)) et devra fournir un justificatif de la qualité d'élu et convocation.

En parallèle, **un crédit de temps** est accordé au profit de certains élus locaux **permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de la collectivité territoriale ainsi qu'à la préparation des réunions des instances où ils siègent.**

Ce crédit d'heures est forfaitaire et trimestriel et ne donne pas lieu à rémunération.

L'agent informe par écrit son employeur, 3 jours au moins avant son absence en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours ([article R.2123-3 du CGCT](#)).



La collectivité n'est pas tenue de maintenir la rémunération de l'agent. Les agents élus perçoivent une indemnité de fonctions, à défaut, peuvent bénéficier d'une compensation de la perte de revenu subie par l'entité auprès de laquelle ils sont élus.

D. LES ASA DE DROIT ACCORDÉES POUR DES MOTIFS CIVIQUES

Elles sont diverses et on peut notamment citer :

- Juré d'assises ([article 267 du code de procédure pénale](#)),
- Témoin devant le juge pénal,
- Membres d'une mutuelle, union, ou fédération ([article L.622-4 du Code Général de la Fonction Publique](#)),
- Sapeurs-pompiers volontaire dans le cadre d'une formation ou d'une intervention ([article L.723-12 du Code de la sécurité intérieure](#)).

Ces autorisations sont accordées de droit sur présentation de la convocation par l'agent public.

E. LES ASA POUR SE RENDRE A DES EXAMENS MÉDICAUX OBLIGATOIRES

Les agents publics bénéficient d'une autorisation d'absence de droit pour se rendre aux **examens médicaux obligatoires antérieurs ou postérieurs à l'accouchement dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et des suites de l'accouchement** (*circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996*).

Les agents publics ont également droit à **une autorisation d'absence pour bénéficier des examens médicaux et des visites médicales dans le cadre de la surveillance médicale professionnelle** ([article 23 du décret n°85-603 du 10 juin 1985](#)). On peut notamment citer la visite d'information et de prévention, la surveillance médicale particulière à l'égard des agents en situation de handicap, les femmes enceintes ou venant d'accoucher et allaitantes, les agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée, etc.

Pièces à fournir : demande de l'agent et justificatif de rendez-vous.

F. LES ASA EN CAS DE DÉCÈS D'UN ENFANT

La loi n°2023-622 du 19 juillet 2023 visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité a été publiée au JORF du 20 juillet 2023.

Cette loi modifie la rédaction de [l'article L. 622-2](#) du Code Général de la Fonction Publique et augmente le nombre de jours d'autorisation d'absence qui doit être accordé à un agent en cas de décès de son enfant. S'agissant du décès d'un enfant de plus de 25 ans, la loi introduit une distinction selon que l'enfant a ou non lui-même des enfants.

Les règles désormais applicables sont reprises dans le tableau suivant :

Décès d'un enfant <u>âgé de plus de 25 ans</u>	Si l'enfant n'a pas d'enfant	12 jours ouvrables d'ASA
	Si l'enfant a des enfants	14 jours ouvrables d'ASA + 8 jours d'ASA pouvant être prise (le cas échéant de manière fractionnée) dans un délai d'un an à compter du décès de l'enfant
Décès d'un enfant <u>âgé de moins de 25 ans</u> : - L'agent est le parent de l'enfant - L'agent a la charge effective et permanente de l'enfant		14 jours ouvrables d'ASA + 8 jours d'ASA pouvant être prise (le cas échéant de manière fractionnée) dans un délai d'un an à compter du décès de l'enfant

G. LA MISE EN PLACE D'ASA A L'OCCASION DE CERTAINS ÉVÈNEMENTS FAMILIAUX

Depuis sa publication, la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale prévoyait, en son article 59, que des autorisations spéciales d'absence pouvaient être accordées à l'occasion de certains événements familiaux.

Un décret devait être pris afin de préciser les événements familiaux concernés. Cependant, il n'a jamais fait l'objet d'une publication. En l'absence de décret, chaque collectivité ou établissement public a pu délibérer, après avis du Comité Technique, pour lister les événements familiaux pouvant donner lieu à des autorisations d'absence et définir les conditions d'attribution et de durée ([Rép. min., n° 22676, JO Sénat 06/12/2016](#)). Lors de leur mise en place, les collectivités pouvaient se référer aux autorisations d'absence pouvant être accordées aux agents de l'État, régies par des circulaires ministérielles.

Le principe de parité ne s'appliquant pas concernant les règles d'organisation du travail ([CE, 30 juin 2006, n° 243766](#)), – l'octroi d'autorisations spéciales d'absence relève bien de l'organisation du travail – les régimes d'autorisations spéciales d'absence organisés au sein de la Fonction Publique Territoriale entre les différentes collectivités et établissements, mais également entre les différentes Fonctions Publiques se sont révélés très disparates.

Dans un souci d'harmonisation, le législateur est donc intervenu avec la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique pour prévoir les autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité et pour certains événements familiaux dans la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, applicable aux trois fonctions publiques (*et non plus dans celle du 26 janvier 1984 applicable uniquement à la Fonction Publique Territoriale*).

Cette disposition a été **codifiée à l'article L.622-1 du Code Général de la Fonction Publique**.

Un décret relatif aux ASA dans la fonction publique est attendu et devrait donc concerner les trois versants de la fonction publique. Les autorisations d'absences qu'il déterminera s'imposeront aux collectivités.

Dans l'attente de sa parution, les collectivités doivent délibérer, après avis du CST, pour instaurer les ASA et déterminer leurs conditions d'attribution.

Elles devront, le moment venu, tirer les conséquences de l'entrée en vigueur du décret.

H. LE RÉGIME DES ASA ACCORDÉES A L'OCCASION DE CERTAINS ÉVÈNEMENTS FAMILIAUX

Important : Les ASA mises en place par une collectivité à l'occasion de certains événements familiaux **sont toujours accordées** aux agents par l'autorité territoriale :

- **sous réserve des nécessités de service**
- **sur présentation d'un justificatif,**
- **dans les conditions fixées par la délibération.**

Une liste des principaux cas d'octroi d'ASA accordées à l'occasion de certains événements familiaux est proposée ci-après.

1) LES PRINCIPAUX CAS D'OCTROI D'ASA A L'OCCASION DE CERTAINS EVENEMENTS FAMILIAUX

RÉFÉRENCES (mises à jour)	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS
Circulaire NOR INT A 0200053C du 27/02/2002 QE 44068 du 14.08.2000 JO AN	<u>Mariage</u> <ul style="list-style-type: none"> de l'agent d'un enfant d'un ascendant, frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur 	5 jours ouvrables* 3 jours ouvrables 1 jour ouvrable	<ul style="list-style-type: none"> - Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs
Circulaire FP/7 n° 002874 du 07/05/2001 (FPE) QE 30471 du 29.03.2001 JO Sénat QE 22676 du 6.11.2016	<u>PACS de l'agent</u>	5 jours ouvrables	<ul style="list-style-type: none"> - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale¹
Instruction n°7 du 23 mars 1950 Circulaire NOR INT A 0200053C du 27/02/2002 ** QE 30471 du 29.03.2001 JO Sénat QE 91179 du 7 juin 2016 JO AN	<u>Décès/obsèques</u> <ul style="list-style-type: none"> du conjoint (ou concubin ou pacsé) des père, mère, beau-père, belle-mère les autres ascendants (grands-parents ...) frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur 	5 jours ouvrables 3 jours ouvrables 1 jour ouvrable 1 jour ouvrable	<ul style="list-style-type: none"> - Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale¹
Instruction n°7 du 23 mars 1950 Circulaire NOR INT A 0200053C du 27/02/2002 ** QE 30471 du 29.03.2001 JO Sénat QE 91179 du 7 juin 2016 JO AN	<u>Maladie très grave</u> <ul style="list-style-type: none"> du conjoint (ou concubin ou pacsé), d'un enfant des père, mère, beau-père, belle-mère frère, sœur Des autres ascendants, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur 	5 jours ouvrables 3 jours ouvrables 1 jour ouvrable	<ul style="list-style-type: none"> - Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale¹

Article L. 631-6 du
CGFP (congé de
naissance)
Article L. 3142-4 du
code du travail

Naissance ou adoption

3 jours pris dans les
quinze jours qui suivent
l'événement

- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative

Circulaire ministérielle
FP n°1475 du 20 juillet
1982

Garde d'enfant malade

Durée des obligations
hebdomadaires de service + 1
jour ²

Doublement possible si l'agent
assume seul la charge de
l'enfant ou si le conjoint est à
la recherche d'un emploi ou
ne bénéficie de par son
emploi d'aucune autorisation
d'absence

Pour les agents travaillant à
temps partiel, le nombre de
jours d'autorisation d'absence
susceptible d'être accordé est
égal au produit des obligations
hebdomadaires de service
d'un agent travaillant à temps
plein, plus un jour, par la
quotité de travail à temps
partiel de l'agent intéressé ;
soit pour un agent travaillant 3
jours sur 5 : $5 + 1 \times \frac{3}{5} = 3,6$
jours (possibilité d'arrondir à 4
jours).

- Autorisation accordée sous réserve des nécessités de service, pour des enfants âgés de 16 ans au plus (pas de limite d'âge pour les handicapés)
- Autorisation accordée par année civile, quel que soit le nombre d'enfants
- Autorisation accordée à l'un ou l'autre des conjoints (ou concubins)
- Dans le cas d'un couple d'agents territoriaux, les jours peuvent être répartis entre les parents à leur convenance.
- La collectivité peut étendre le bénéfice de ces autorisations aux agents ayant les enfants de leur conjoint à charge. Ainsi, les autorisations peuvent être accordées pour des enfants vivant au foyer de l'agent avec ou sans lien de filiation.

2) LES ASA LIEES A LA MATERNITE

REFERENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS
Circulaire RDFF1708829c du 24 mars 2017	Actes médicaux nécessaires à la Procréation Médicalement assistée (PMA)	Durée de l'examen + délai de route suivant le lieu de RDV	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative (certificat médical)
Circulaire RDFF1708829c du 24 mars 2017	Accompagnement processus PMA pour le ou la conjoint- e : examens médicaux nécessaires à la procréation médicalement assistée (PMA)	Durée de l'examen Maximum 3 examens	-
Circulaire NOR/FPPA/96/10038/ C du 21 mars 1996 QE n° 69516 du 19.10.2010	Aménagement des horaires de travail de l'agent (pendant la grossesse)	Dans la limite maximale d'une heure par jour, non récupérables	- A partir du 3ème mois de grossesse sous réserves des nécessités des horaires du service. - Sur demande de l'agent et sur avis du médecin
Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996	Séances préparatoires à l'accouchement	Durée des séances	Sur présentation justificatif et sur avis du médecin traitant Sans tenir compte des nécessités de service.
	Examens médicaux obligatoires : sept prénataux et un postnatal	Durée de l'examen	- Sans tenir compte des nécessités de service. - Certificat médical
Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996 QE n°69516 du 19 octobre 2010	Allaitement	Durée de l'examen	- Accordée en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant. - Sous réserve des nécessités de service.

3) LES ASA ACCORDEES AUX PARENTS D'ELEVES

RÉFÉRENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS
Circulaire n°1913 du 17 octobre 1997	<p><u>Représentant de parents d'élèves :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les écoles maternelles et élémentaires : réunions des conseils d'école et des comités de parents - dans les collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale : réunion des commissions permanentes, des conseils de classe et des conseils d'administration 	Durée de la réunion	- Sur présentation d'une convocation

1 Un délai de route qui ne peut excéder 48 heures aller et retour est laissé à l'appréciation du chef de service (réponse ministérielle n°44068 JO AN Q du 14 avril 2000)

2 Pour les agents travaillant à temps partiel, le nombre de jours d'autorisations d'absence susceptible d'être accordé est égal au produit des obligations hebdomadaires de service d'un agent travaillant à temps plein, plus un jour, par la quotité de travail à temps partiel de l'agent intéressé ; soit pour un agent travaillant 3 jours sur 5 : $5 : 5 + 1 \times 3/5$
= 3,6 jours (possibilité d'arrondir à 4 jours).

** Un jour ouvrable correspond à tous les jours de la semaine, à l'exception du jour de repos hebdomadaire (généralement le dimanche) et des jours fériés habituellement non travaillés.*

*** A noter : Il résulte des différentes sources juridiques prévoyant l'octroi d'une ASA en cas de décès ou de maladie très grave du conjoint, du père, de la mère ou des enfants une incohérence concernant le nombre de jours devant être octroyés à l'agent. L'instruction du 23 mars 1950 évoque une ASA d'une durée de 3 jours. La circulaire du 7 mai 2001 relative aux autorisations exceptionnelles d'absence et au pacte civil de solidarité mentionne l'octroi de 3 jours maximum d'absence. La circulaire du 27 février 2002, dans laquelle est expressément visée l'instruction du 23 mars 1950, prévoit l'octroi d'une ASA d'une durée de 5 jours, majorée, le cas échéant, des délais de route (p. 43 de la circulaire). La durée de 3 jours ressort des différentes réponses à des questions posées par les parlementaires apportées par les Ministres de la Fonction Publique successifs postérieurement à l'édiction de cette circulaire. Dans le projet de décret élaboré en 2020, jamais publié, il était prévu d'octroyer aux agents en cas de décès ou de maladie très grave du conjoint, du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère 3 jours d'autorisation d'absence.*

4) LES ASA LIEES A LA VIE COURANTE

Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 Décret n° 85-1076 du 9 Octobre 1985	Concours et examens professionnels de la Territoriale	Le(s) jours(s) des épreuves et un jour la veille de l'épreuve	- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative (convocation et attestation de présence) - Délai de route laissé la libre appréciation de l'autorité territoriale
J.O. AN (Q) n° 50 du 18 décembre 1989 Article D1221-2 du Code de la santé publique	Don du sang	Durée de la séance	- Attestation de don au retour
	Rentrée scolaire	Faciliter l'horaire d'arrivée jusqu'à l'heure d'entrée en classe	- Sous réserve des nécessités de service et dans la limite d'une heure
	Déménagement d'un fonctionnaire	1 jour	- Sur présentation justificatif